

# Jacques Delors

Les paradoxes  
d'un homme d'État européen

Sous la direction de

**Michel Mangenot**  
**Fabrice Larat**



# Sommaire

## **Jacques Delors ou les paradoxes d'un homme d'État européen : une introduction.....9**

Michel MANGENOT, Fabrice LARAT

### PREMIÈRE PARTIE

#### **L'empreinte française : « itinéraire d'un non-conformiste »... 45**

Jacques Delors, « professeur » à l'ENA (1964-1975) :  
des politiques publiques à la politique .....47

Céline HUSSON-ROCHCONGAR

Jacques Delors ministre de l'Économie et des Finances (1981-1984),  
ou l'avènement d'une gauche de gouvernement .....73

Florence DESCAMPS, Laure QUENNOUËLLE-CORRE

L'idée de planification chez Jacques Delors, de la France à l'Europe .....93

Laurent WARLOUZET

### DEUXIÈME PARTIE

#### **La construction d'une figure européenne..... 107**

L'héritage de Robert Schuman dans la vision et l'action  
de Jacques Delors ..... 109

Cornelia CONSTANTIN, Benjamin COUTEAU

Jacques Delors, député européen (1979-1981) :  
l'apprentissage de la dynamique communautaire..... 131

Étienne DESCHAMPS

Le moment Delors : leadership et configuration institutionnelle  
(1985-1995) ..... 147

Michel MANGENOT

## TROISIÈME PARTIE

**De la France à l'Europe : quelles continuités ?** ..... 185

Jacques Delors et le personnalisme communautaire.

Les fondements d'un rapport singulier à la politique..... 187

Fabrice LARAT

Jacques Delors et le dialogue social européen :

controverses et méthode ..... 231

Sigfrido M. RAMÍREZ PÉREZ

Marché et monnaie : le projet européen de Jacques Delors..... 247

Éric BUSSIÈRE

## QUATRIÈME PARTIE

**Delors et ses principaux partenaires européens**..... 265

'A Fully Fledged Political Spokesman for Federalism':

Delors as seen through Margaret Thatcher's Eyes..... 267

N. Piers LUDLOW

Jacques Delors et Helmut Kohl : une relation de confiance ..... 285

Sylvain SCHIRMANN

Jacques Delors et Felipe González : de la collaboration institutionnelle

à la convergence politique ..... 305

Joan BOTELLA

## CINQUIÈME PARTIE

**Témoignages** ..... 319

Le management des équipes et l'exercice des responsabilités ..... 321

Bernard BOUCAULT

Jacques Delors (1925-2023) et l'Europe : pensée, méthode, style ..... 323

Pascal LAMY

Les héritages de Jacques Delors : l'Europe des citoyens

et la création de Notre Europe ..... 333

Christine VERGER

Les héritages de Jacques Delors : le développement durable et la création de l'Institut Europe-Jacques Delors .....	337
Geneviève PONS	

Un cheminement intellectuel et humaniste avec Jacques Delors : de l'agriculture au Cycle des hautes études européennes (1994-2009) .....	341
François-Gilles LE THEULE	

ANNEXES .....	351
---------------	-----

### **ANNEXE 1**

Repères biographiques.....	353
----------------------------	-----

### **ANNEXE 2**

Répertoire des publications de Jacques Delors (1956-2022) .....	357
Réalisé et mis en forme par Cathy SIMON-BLOCH et Geneviève VÉLICITAT	

### **ANNEXE 3**

Reproduction d'un document d'archive : « L'intégration des aspects sociaux dans le développement économique », cours donné à l'ENA en 1967 .....	379
--	-----

<b>Présentation des auteurs</b> .....	401
---------------------------------------	-----

<b>Index nominal</b> .....	409
----------------------------	-----

<b>Table des matières</b> .....	415
---------------------------------	-----

# Jacques Delors ou les paradoxes d'un homme d'État européen : une introduction

Michel MANGENOT

Directeur de l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8,  
professeur de science politique (CRESPPA)

Fabrice LARAT

Enseignant-chercheur, Direction de la Recherche,  
Institut national du service public, Strasbourg

Jacques Delors est décédé le 27 décembre 2023 à l'âge de 98 ans. Sa disparition a suscité de nombreux hommages : national aux Invalides le 5 janvier 2024 puis européen à la Commission le 31 janvier 2024. Il est devenu le « patron » de la promotion 2024-2025 du Collège d'Europe et a ainsi été honoré une seconde fois le 28 octobre 2024 à Bruges par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Issue d'une journée d'études organisée le 25 mars 2024, date anniversaire de signature du traité de Rome<sup>1</sup>, cet ouvrage entend dresser un premier bilan de l'homme, en tentant de dégager ce qui fait « *l'unité de l'homme* » pour reprendre le titre peut-être le plus célèbre d'un de ses ouvrages (Delors, 1994).

Jacques Delors est connu comme le président de la Commission européenne pendant une décennie, de 1985 à 1995. Il reste également dans les mémoires comme le ministre des Finances de François Mitterrand et, à ce titre, l'homme du tournant de 1983. Mais en dehors de son célèbre renoncement

---

<sup>1</sup> Jacques Delors avait signé le 18 novembre 2016 une tribune dans *Le Figaro* avec Pascal Lamy, Enrico Letta et Yves Bertoncini : « Le 25 mars 2017, nous serons fiers de fêter les 60 ans du traité de Rome ».

à la candidature à l'élection présidentielle française de 1995 qui l'a propulsé à la une des médias, que connaît-on vraiment du reste de sa trajectoire ?

Cet ouvrage ne constitue pas un hommage même s'il paraît au moment du centenaire de la naissance de Jacques Delors et trente ans après son départ de la présidence de la Commission européenne, et alors que l'Union européenne doit faire face à une série de crises, y compris en matière de leadership.

En croisant les regards des sciences sociales, principalement d'historiens et de politistes, il s'agit de retracer et d'analyser un parcours intellectuel et professionnel présentant la spécificité de s'être construit dans deux sphères distinctes bien que liées l'une à l'autre : la France et l'Europe. À la différence d'une biographie traditionnelle couvrant l'ensemble d'une existence y compris dans sa dimension la plus personnelle, le présent ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité et se limite à sa vie publique. Certains épisodes de son itinéraire sont analysés car ils sont moins connus, comme son passage au Parlement européen (1979-1981), ou oubliés, comme ses activités d'enseignement à l'ENA (1963-1975). Par ailleurs, toutes les périodes professionnelles ne sont pas traitées, comme le début de sa carrière à la Banque de France, son passage au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas de 1969 à 1972 qui représenta une expérience essentielle, son militantisme au Parti socialiste auquel il adhère en 1974, de même que ses activités après son départ de la présidence de la Commission en 1995 et sa contribution ultérieure au débat européen, même si la naissance des Instituts Jacques Delors est évoquée dans les témoignages rassemblés à l'occasion de cette publication.

Nous ne traiterons pas non plus de manière spécifique du « delorisme » que François Bazin et Joseph Macé-Scaron (1995) caractériserait comme « *une église qui aurait abandonné le principe de l'infaillibilité pontificale, avec sa curie bruxelloise dirigée par Pascal Lamy puis par Jean-Pierre Jouyet, ses clercs emmenés par Jérôme Vignon, la boîte à idées du président, son épiscopat géré par Jean-Yves Le Drian en liaison avec les élus et son petit séminaire dont François Hollande assure le recrutement* ». À l'image du concept de « *fédération d'États nations* » développé par Delors lui-même à la fin de sa carrière, cet ouvrage se propose plutôt d'appréhender son itinéraire au travers de l'oxymore d'« *homme d'État européen* ».

Cette introduction générale remet en perspective l'itinéraire de Jacques Delors, pointe les paradoxes associés à sa trajectoire qui ont contribué à une forme de mythologie, insiste sur sa singularité et son rapport au savoir qui en font un intellectuel autodidacte, envisage l'auteur au regard de ses nombreuses publications de 1956 à 2021 puis présente, enfin, la structure de l'ouvrage.

## MISE EN PERSPECTIVE D'UN ITINÉRAIRE

Jacques Lucien Jean Delors naît à Paris le 20 juillet 1925. Son père, Louis Delors, est encaisseur à la Banque de France et sa mère, Jeanne Joséphine Rigal, est femme au foyer. Comme le rappellent Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre au début de leur chapitre, il a des origines rurales, paysannes et catholiques, notamment corréziennes du côté paternel, près de Tulle. Son père, Louis Delors, est soldat mutilé de la Grande Guerre, ce qui aura une grande influence sur l'engagement de son fils. Louis Delors gagne Paris au lendemain de l'Armistice et entre à la Banque de France comme employé encaisseur à Paris et y fait venir ses deux plus jeunes frères. Sa mère, Jeanne Rigal, est parisienne mais originaire du Cantal. Jacques obtient une mention « très bien » au certificat d'études, puis il effectue ses études secondaires dans plusieurs établissements : au lycée Voltaire à Paris, au lycée Émile Duclaux d'Aurillac, enfin au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.

C'est dans cette ville, où sa famille s'est regroupée alors que la France est occupée, qu'il passe son baccalauréat en 1943. Il tente ensuite des études de droit à la faculté de Strasbourg (rapatriée alors à Clermont-Ferrand), mais une rafle allemande en janvier 1944 le pousse à quitter la ville. Il rentre à Paris, échappe au Service du travail obligatoire, et passe le concours de rédacteur de la Banque de France en 1945. Il reproduit donc clairement le schéma paternel. Il épouse en 1948 Marie Lephaille, d'origine basque, fille d'une femme de chambre et d'un maître d'hôtel tous deux montés à Paris, employée de banque elle aussi, engagée comme son mari à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), un militantisme syndical qui aura une influence marquante sur tout son parcours. Très vite, Jacques Delors grimpe les échelons *via* les concours internes. Ancien élève du Centre d'études supérieures de banque (CESB), dont il est diplômé en 1950, il occupe en particulier le poste d'attaché au cabinet du directeur général des titres et du marché monétaire. De ce début de carrière à la Banque de France, il conservera toute sa vie un attachement fort à la stabilité monétaire.

Entre 1962 et 1969, il est chef des affaires sociales et culturelles au Commissariat général au Plan, appelé par Pierre Massé, qui sera son mentor. Après avoir commencé comme employé, puis cadre du secteur public, il devient ainsi haut fonctionnaire. Il débute son enseignement à l'ENA en 1963. Ses convictions religieuses et politiques font de lui un chrétien de gauche, positionnement minoritaire dans le champ idéologique français. Marqué par le catholicisme social, il milite au sein de la CFTC dans le courant appelé Reconstruction et contribue à sa déconfectionnalisation et à la naissance en 1964 de la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Il

devient aussi dès cette période un homme de clubs, comme on le développera plus loin.

Sa première expérience de responsabilités et d'exercice du pouvoir politique date de 1969 quand il entre à Matignon comme chargé de mission auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas (1969-1972). Il contribue notamment avec Simon Nora au projet dit de la « nouvelle société ». Il reste secrétaire général du comité interministériel de la formation professionnelle jusqu'en 1973, date à laquelle il est nommé membre du Conseil général de la Banque de France, présidé par le Gouverneur, qui délibère sur les questions relatives à la gestion des activités de la banque. Ce poste lui permet de développer en parallèle des activités d'enseignement quand il devient professeur associé à l'Université de Paris Dauphine de 1974 à 1979, tout en reprenant ses séminaires à l'ENA. La même année, Delors adhère au PS, dans le prolongement de son engagement à Jeune République (1953), puis à l'Union des gauches socialistes (1957) jusqu'à la formation du PSU en 1960. De 1976 à 1981, il est son délégué national pour les relations économiques internationales. Au congrès de Metz, en 1979, il soutient clairement François Mitterrand face à l'offensive conduite par Michel Rocard contre la direction du parti. Durant ces années, il fait preuve de prudence et d'hésitations vis-à-vis de la Communauté économique européenne en raison de son attachement au modèle de la planification nationale.

Après avoir renoncé à se présenter à Créteil aux élections municipales de 1977 puis aux législatives de 1978 en Corrèze, il se retrouve en position non éligible sur la liste socialiste présidée par François Mitterrand aux premières élections au suffrage universel direct en 1979. Élu député européen, il est empêché par ses collègues socialistes français de prendre la présidence du groupe socialiste au Parlement européen. Mais il en présidera la commission économique et monétaire, marquant un premier apprentissage de la sphère européenne. Il est ministre des Finances et de l'Économie de mai 1981 à juin 1984 alors qu'il se voyait secrétaire général de la présidence de la République ou ministre du Plan. Il est élu à la mairie de Clichy en 1983, fonction qu'il quitte quand il prend la tête de la Commission européenne le 6 janvier 1985. Ce sera sa seule expérience de mandat électif direct. À deux reprises au printemps 1983 puis à l'été 1984, il a cru pouvoir devenir Premier ministre. Il s'entend dire par le chef de l'État : « *Vous auriez été un bon choix pour Matignon, mais vous n'êtes pas assez à gauche et vous ne passez pas bien au PS.* »<sup>2</sup> Quittant le gouvernement en juillet 1984 et face

---

<sup>2</sup> *Le Figaro*, « Jacques Delors, figure de la gauche française et de la construction européenne, est mort », 27 décembre 2023.



au refus britannique de la candidature de Claude Cheysson à la présidence de la Commission, il est désigné président de la Commission. Second choix français, il est défendu par un chrétien-démocrate allemand, Kohl, puis renouvelé deux fois, en 1988 puis en 1992.

Après son départ de la présidence de la Commission européenne le 22 janvier 1995, qui constitue sa dernière fonction exécutive, il préside de 1995 à 1999 la commission internationale de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) sur l'éducation pour le XXI<sup>e</sup> siècle. En parallèle, il est le président du conseil d'administration du Collège de l'Europe à Bruges (1995-2000). En 1996, il fonde à Paris Notre Europe, un groupe de réflexion et d'étude européennes dont il est président jusqu'en 2004, devenu l'Institut Jacques Delors. De 2000 à 2008, il est président du CERC (Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale).

## PARADOXES ET MYTHE

La trajectoire de Jacques Delors est marquée par plusieurs paradoxes, qui comme nous allons le mettre en évidence plus loin découlent de particularités dans son parcours comme dans sa personnalité et qui font son originalité. Des paradoxes que résument bien ces titres de la presse française le 28 décembre 2023 : « Le roman d'un Européen », « architecte de l'UE » pour *Libération*, « Un grand d'Europe » pour *Le Monde*, « Artisan de l'Europe, esprit indépendant au service de l'Europe » pour *L'Opinion* mais le « chantre de l'Europe libérale » pour *L'Humanité*.

Nous en retiendrons ici cinq de nature assez différentes. Ils traversent tous les chapitres de cet ouvrage. Tout d'abord, Delors entre dans la lumière médiatique nationale et de la « haute » politique début 1994 lorsqu'il est question de sa candidature à l'élection présidentielle française de 1995. Alors qu'au Royaume-Uni il avait acquis une notoriété du fait de l'image de « repoussoir » véhiculée par les tabloïds, qui en avaient fait une contre-figure incarnant tous les travers de la construction européenne, il accède à la célébrité dans l'opinion publique française quand il renonce à la possibilité d'accéder à la magistrature suprême. Quelle que soit l'interprétation de son refus rendu public en décembre 1994, ce rendez-vous manqué a incontestablement contribué à la fabrication du mythe de « *l'homme qui ne voulait pas être roi* » (Amar, 2016). Comme il y a un mythe Monnet (Joly, 2007), il y aurait donc une mythologie Delors, au plan national et au niveau européen.

Cela renvoie à un deuxième paradoxe. Au niveau européen, le leadership de Delors a été reconnu et « couronné » à Bruxelles, Berlin et dans de

nombreuses capitales européennes, alors qu'en France il reste sans véritable héritage et semble plus admiré en dehors de sa propre famille politique. Comme le montreront plusieurs chapitres, cela s'explique par son anticonformisme et sa marginalité, tant sociologique (il ne correspondait pas au modèle dominant des élites françaises), que politique (positionnement minoritaire des chrétiens de gauche, tant au sein du spectre politique que dans le catholicisme), ou en termes de carrière, lui qui dérogeait à tout *cursus honorum* français, tout en mêlant syndicalisme et enseignement.

En termes de reconnaissance européenne, au contraire, les distinctions sont pléthoriques. Il a reçu de nombreux prix, entre autres, en 1988 le prix Jean Monnet (décerné par la Fondation Jean Monnet de Lausanne), en 1989 le prix Louise Weiss (Fondation Louise Weiss, également sise à Lausanne) ainsi que le prix espagnol Prince des Asturies, en 1992 le prix Charlemagne (décerné par la ville d'Aix-la-Chapelle), en 1995 le prix européen Charles Quint (remis par le roi d'Espagne), en 1997 le prix Érasme (décerné par la Fondation Praemium Erasmianum des Pays-Bas), en 2006 le prix de l'économie mondiale (de l'Institut de l'économie mondiale de Kiel). Il en va de même des modes de consécration académique que représente le titre de docteur *honoris causa* décerné par une trentaine d'universités en Europe et de par le monde. Surtout, il fut distingué comme « citoyen d'honneur de l'Europe » par le Conseil européen les 24 et 25 juin 2015, distinction qu'il partage avec deux autres titulaires seulement : Jean Monnet (1976) et Helmut Kohl (1998). Au niveau français, il est significatif que s'il a été fait chevalier de la Légion d'honneur au moment de son accession à la tête de la Commission européenne en 1985, il faut attendre 1999 pour le grade d'officier et 2005 pour qu'il accède à la dignité de commandeur.

Troisième paradoxe, Delors a été vilipendé à Paris par la gauche de la gauche et une partie de la gauche et même de la droite comme le père du néo-libéralisme alors qu'il est perçu à Londres comme l'homme de l'interventionnisme et de l'État européen. Cela renvoie plus généralement à la différence de perception de la construction européenne selon les cultures politiques et doctrines économiques. De ce point de vue-là, Delors déroge à la culture majoritaire française.

Plus précisément, comment l'ingénieur du social et l'homme du Plan est-il devenu l'homme du marché unique et de la libéralisation économique et financière ? Cette mutation – cette trahison pour certains – alimente une controverse scientifique qui apparaît dans les contributions de Laurent Warloutet, Éric Bussière et Sigfrido Ramírez Pérez. Citons ici la thèse controversée car caricaturale et non empiriquement étayée de l'économiste d'Harvard Rawi Abdelal qui, dans un célèbre article traduit en français sous le titre provocateur

du « consensus du Paris », prête des pouvoirs quasi magiques en matière de libéralisation financière à trois personnalités françaises étiquetées à gauche sur le plan politique : Jacques Delors pour l'Union européenne, Henri Chavranski à l'OCDE et Michel Camdessus au FMI (Abdelal, 2005). Mais l'homme de cette libéralisation et du grand marché est en même temps le promoteur du dialogue social européen...

Quatrième paradoxe, Delors est resté dans la mémoire collective comme « *l'homme de Maastricht et de l'euro* » alors que son « *traité préféré* », selon ses propres termes, était l'Acte unique de 1985 donnant naissance au marché unique et à l'objectif du 1<sup>er</sup> janvier 1993. C'est à partir de 1990-1991 qu'il acquiert d'ailleurs une plus grande notoriété alors que ce nouveau traité ne correspondait pas à ses ambitions en matière de gouvernement de l'euro et qu'il a échoué en matière d'union politique à imposer ses vues sur le plan institutionnel et de la politique étrangère<sup>3</sup>.

Le cinquième et ultime paradoxe de Jacques Delors réside dans la façon dont il a dénationalisé et européanisé la politique (Kahn, 2023). S'il a été secondairement ou peut-être malgré lui un homme politique français, il a été pleinement un homme politique européen, un des rares hommes d'État européens après Monnet et Hallstein. Selon Desmond Dinan, on peut parler de Delors comme du deuxième « *homme d'État de l'interdépendance* » reprenant le qualificatif de François Duchêne (1994) appliqué à Jean Monnet (Dinan, 1994 cité in Drake, 2002, 131). Pour Helen Drake, biographe de Delors, ce serait dû au fait qu'en tant que président de la Commission européenne il exerça un véritable leadership politique à l'échelle de l'Union européenne, leadership caractérisé par sa durée, son style et ses conséquences (*Ibid*).

Le qualificatif d'« *homme d'État européen* » constitue toutefois un paradoxe apparent qui mérite d'être explicité, tant la qualité d'homme d'État semble jusqu'à présent limitée à la sphère nationale. Si la figure du grand homme se prête à de multiples incarnations (Ozouf, 1997), celle de l'homme d'État est tout aussi floue, alors que la fonction remplie par cette appellation est indéniable : distinguer, parmi les responsables politiques d'un pays détenant le pouvoir exécutif, certains d'entre eux qui, du fait de leurs qualités réelles ou supposées, incarneraient de manière exemplaire l'idée que l'on se fait de l'État et de sa représentation. Dans le cas d'espèce, le caractère incongru de l'expression viendrait de l'adjonction de l'adjectif européen à celui déterminant le cadre d'exercice du pouvoir : l'État. Or Jean-Marc Ferry

---

<sup>3</sup> Voir le chapitre de Michel Mangenot dans cet ouvrage.

(2005) nous rappelle que nous ne connaissons aucun exemple actuel d'État supranational, l'Europe n'étant pas une nation.

Comment peut-on alors être un homme d'État européen quand il n'y a pas d'État européen ? C'est tout l'intérêt de ce qualificatif brouillant les frontières et s'appliquant particulièrement au cas singulier qu'était Delors. Comment définir ce qui constituerait le caractère européen de cette incarnation du pouvoir ? On a pu dire de Jean Monnet qu'il était un mélange de francité et d'eupéanisme, un Européen aux racines françaises, et Français sans être nationaliste (Duchêne, 1994). En comparaison, l'expérience cosmopolite de Delors était bien moindre. Mais, en tant que président de la Commission, il a su acquérir une dimension proprement européenne en portant le projet européen et en ayant la capacité de se départir de son appartenance nationale pour porter et incarner un projet politique européen. Pour ce faire, il a su, en s'émancipant de l'influence de sa capitale nationale, développer le pouvoir exécutif de la Commission et placer cette dernière au cœur des relations avec le Parlement et le Conseil européen. Par ailleurs, outre les réalisations politiques et économiques, il a cherché à accompagner le processus d'intégration européenne par le développement de programmes bénéficiant aux citoyens de l'Union sur une base transnationale, par exemple en étant le père d'Erasmus en 1987. En termes de symboles, il a fait du 9 mai la fête de l'Europe et il est le premier le 29 mai 1986 à hisser le drapeau européen aux douze étoiles au Berlaymont [siège de la Commission européenne] au cours d'une cérémonie consacrant son adoption officielle par les institutions communautaires. En ayant renoncé à se présenter à la magistrature suprême en France, il est resté dans la mémoire collective davantage comme un Européen achevant sa carrière par la présidence de la Commission européenne. Enfin, les transformations institutionnelles intervenues depuis son départ de la Communauté devenue Union rendent difficile voire impossible la reproduction d'une telle configuration de ce que nous qualifions de « *moment Delors* ».

L'utilisation d'un tel oxymore apparaît donc comme un moyen d'interroger sa contribution à l'émergence de l'Union européenne comme *politéia*, c'est-à-dire comme espace d'exercice politique existant à côté de celui de l'État-nation, auquel il restait également attaché. Pour combiner ces deux entités politiques que sont la nation et l'État, il forgea, à la toute fin de son mandat, cet autre oxymore qu'est la « *fédération d'États-nations* ». Proposé en novembre 1994 dans un entretien accordé au journal allemand *Der Spiegel* en réaction au rapport de Wolfgang Schäuble et Karl Lamers de septembre 1994, il était conçu dans son esprit comme une forme de synthèse.

## L'ORIGINALITÉ D'UNE PENSÉE EN ACTION : UN INTELLECTUEL AUTODIDACTE

Les paradoxes apparents que nous venons de relever sont en grande partie dus à l'existence chez Jacques Delors de particularités qui le distinguaient en tant qu'homme politique par rapport au milieu français. À sa mort, les anciens membres de son entourage ont tenu à évoquer ces différences. Pour Jean-Baptiste de Foucauld qui participa à son cabinet lorsqu'il était ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors était un homme de projet pour lequel la politique n'était qu'un moyen, et pas un but en soi, « Là notamment était sa différence »<sup>4</sup>. Aux yeux de Jérôme Vignon, qui fut lui aussi membre de son cabinet Rue de Rivoli avant de le rejoindre à la Commission, c'était « *un politique jamais prisonnier de l'idéologie* » (Vignon, 2024, 9), tandis que, pour Pascal Lamy, Delors avait la particularité d'avoir développé « *la capacité d'écoute qui différencie l'intellectuel autodidacte qu'il était d'un intellectuel sorti d'une grande école. Il en a tiré sa méthode : un tiers d'écoute, un tiers d'ingénierie – c'est-à-dire de mise en œuvre – et un tiers de pédagogie, avec une incroyable simplicité dans son expression, acquise dans le syndicalisme* »<sup>5</sup>.

À cela on peut ajouter un autre trait de caractère relevé par les journalistes François Bazin et Joseph Macé-Scaron qui lui ont consacré un livre : « *Delors est un curieux bâtisseur qui a toujours eu du mal à poser la première pierre. Il n'appartient pas à la race des fondateurs. La question du "comment ?" lui est familière. Mais dire "je veux" n'appartient pas à son vocabulaire* » (1995, 281).

### Un « homme de clubs »

Une des marques les plus apparentes de cette originalité s'exprime dans son attachement prononcé aux clubs, Delors privilégiant systématiquement l'engagement dans de telles structures au militantisme au sein d'un parti politique. Comme le relève Dominique Wolton, Jacques Delors est un « *homme de clubs* » (Delors, 1994, 21). La liste de ceux auxquels il a appartenu est révélatrice à la fois de son positionnement dans le champ politique français

---

<sup>4</sup> Et de préciser : « *Il n'est pas fréquent, pas assez fréquent, en effet, qu'un homme soit "dans" la politique, pour servir, avec une ambition légitime, la cause de la justice, sans être en même temps "de" la politique, emprisonné par ses mécanismes mimétiques. Il en connaissait bien les rouages, mais il ne voulait pas être emprisonné par eux. Il avait vis-à-vis de la politique une position toujours décalée et critique. Avec le souci de rester, en définitive, libre.* » Jean-Baptiste de Foucauld, « Quelques réflexions à la suite du décès de Jacques Delors... », site Internet de l'association Pacte civique : <https://pactecivique.fr/wp-content/uploads/2024/01/Hommage-a-Jacques-Delors-3.pdf>. Consulté le 26 mars 2025.

<sup>5</sup> Entretien avec Pascal Lamy, « Sa foi et ses valeurs inspiraient son action ». Propos recueillis par Laurent de Boissieu, *La Croix*, 29 décembre 2023.

ainsi que de sa conception de l'action. S'il a collaboré à l'émblématique club Jean Moulin, il a surtout fondé des clubs de réflexion : Citoyens 60, Échange et projets, Clithène, Témoins, ainsi que Notre Europe, en 1995, davantage un *Think Tank* devenu l'Institut Jacques Delors<sup>6</sup>.

Il convient à cet égard de rappeler que sa socialisation politique et son initiation au militantisme s'étaient faites dans un contexte d'insatisfaction face aux partis existants et de refus de l'activité politique. Après avoir adhéré au MRP à l'âge de 19 ans, il en démissionne rapidement avant d'adhérer en 1953 de la Ligue de la Jeune République qui avait été fondée avant la Première Guerre mondiale par Marc Sangnier. Ce petit parti intégra en 1957 l'Union de la gauche socialiste, laquelle en fusionnant avec le Parti socialiste autonome donna naissance en 1960 au Parti socialiste unifié. Mais comme le raconte Delors, il ne se sentit pas à l'aise au PSU qui rapidement se divisa en cinq ou six courants, à tel point qu'il se demandait si, un jour, toutes les lettres de l'alphabet ne seraient pas utilisées pour les distinguer... « *Je ne porte pas de jugement critique sur l'action du PSU, simplement je trouvais leurs débats bien sibyllins, éloignés de la réalité* » (Delors, 1998, 21).

Cette attitude, tout comme la priorité donnée aux clubs, ne seront pas sans conséquence sur son ancrage politique et sur la nature et la forme des soutiens qu'il pouvait mobiliser. Comme ont pu le remarquer certains observateurs avisés à l'époque, « *à la différence des vedettes du métier – les Mitterrand, Rocard, Fabius, Chirac ou Giscard –, Delors n'a jamais fait d'effort visible pour se constituer des réseaux. C'est-à-dire une base militante et organisée, et près de lui un noyau permanent, attaché à sa personne et misant tout sur sa réussite* »<sup>7</sup>. Les réseaux de Delors étaient plutôt constitués d'amitiés apparemment éclectiques, de cercles de réflexion, d'anciens collaborateurs ayant fait leur chemin dans les affaires, la politique ou la haute administration<sup>8</sup>.

Bien que s'inscrivant dans la même continuité, ces clubs avaient des orientations différentes. Citoyens 60, créé par des militants du mouvement Vie Nouvelle<sup>9</sup>, avait une dimension confessionnelle plus prononcée, tandis

---

<sup>6</sup> « *Quand Rocard entre en déprime, il change de femme. Delors, lui, crée un club* » (Bernard Maris [1993], cité in Bazin et Macé Scaron, 1995, 82). Ce bon mot circulait semble-t-il beaucoup parmi ses collaborateurs, comme en rend compte le témoignage de François-Gilles Le Theule dans cet ouvrage.

<sup>7</sup> Jean-Marc Vittori, Henri Gibier et Gérard Moatti, « Les idées et les hommes sont en place : le système Delors est prêt à agir », *L'Express*, 2 avril 1992.

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Citoyens 60 entendait entretenir le flambeau de la contestation de la société capitaliste sur des questions comme l'injustice et les inégalités, l'insatisfaction dans la société de consommation, ou la non-participation des citoyens et des travailleurs (Delors, 1974, 69-70). Sur ce sujet se reporter au chapitre de Fabrice Larat.

qu'Échange et projets, fondé en 1974 et présidé par Delors jusqu'à son entrée au gouvernement en 1981, était à connotation plus sociale<sup>10</sup> et Clithène fondé en 1984 plus technocratique<sup>11</sup>, alors que le club Témoin qui voit le jour en 1992 avait, lui, une orientation plus politique. Les frontières entre ces clubs étaient loin d'être étanches, même si chacun avait sa personnalité. Delors (1974, 71) raconte qu'au début des années 1960 les dirigeants de la CFTC et du CNJA s'étaient adressés au club Jean Moulin et à Citoyens 60 pour mener ensemble un travail de réflexion. « *Nous préparions des dossiers qui, ensuite, étaient discutés à la base par les militants ouvriers et paysans [...]. Cette tentative a tourné court* »<sup>12</sup>.

De fait, les frontières entre les clubs sont perméables. En 1986, son intervention sur « Progrès social et progrès de la société » à la rencontre d'été de Démocratie 2000<sup>13</sup> qui se tient à Lorient et à laquelle il participe depuis 1985 sera publié dans la lettre *Échange et projets*<sup>14</sup>. Ce sera également le cas en 1991 pour son discours « À la recherche de repères nouveaux », publié dans la lettre *Échange et projets* en octobre de la même année<sup>15</sup>. Animation des clubs et publications étaient activement liées. En 1980, juste avant l'arrivée au pouvoir des socialistes, il préface un ouvrage publié par Échange et projets, intitulé *La révolution du temps choisi*<sup>16</sup>. Il renouvellera l'expérience en 1988 avec Clithène, sous le titre *La France par l'Europe*<sup>17</sup>.

Outre la volonté de contribuer à l'innovation politique et à la recherche d'idées neuves, l'attachement à la personnalité de Delors semble avoir été une caractéristique commune de la participation à ces clubs. Jean-Baptiste de Foucauld qui était passé par la direction du Trésor puis par l'inspection

<sup>10</sup> Échange et projets publiait une lettre politique. La première traitait de la situation des hommes politiques face à l'argent dans un contexte marqué par les affaires. Cf. « Le club Échange et projets : la France s'enfoncé dans le sous-développement en matière d'information », *Le Monde*, 27 novembre 1979.

<sup>11</sup> Jacques Delors interviendra régulièrement dans le cadre du club Clithène, ainsi sur les perspectives de l'Europe à Bouray-sur-Juine le 30 septembre 1989, sur la crise du Golfe le 29 septembre 1990, sur le service public et les missions de l'État lors d'un colloque organisé par le club le 12 mars 1994. Cf. les dossiers dans Archives historiques de l'Union européenne.

<sup>12</sup> Cela a donné lieu à un livre qui retrace ces travaux et qui a été publié sous le titre *Pour une démocratie économique*, Éditions du Seuil, 1964.

<sup>13</sup> Qui deviendront à partir de 1993 les rencontres du club Témoin.

<sup>14</sup> Lettre n° 48, 12 / 1986. Recoupement réalisé à partir des informations contenues dans l'inventaire des archives Jacques Delors, AHUE.

<sup>15</sup> Signalons qu'Échange et projets, Clithène et Témoin se sont réunis en juin 1997 pour un colloque à la Sorbonne avec d'autres organisations de gauche (Actes et Paroles, Convaincre, Démocratie, Initiatives, Les Lecteurs d'alternatives économiques, Mars, Réunir) « *pour se reconstituer en famille* ». Voir l'article « Les réseaux de cerveaux », *Les Échos*, le 4 avril 1997.

<sup>16</sup> Ouvrage paru chez Albin Michel. Cf. le compte rendu par Joffre Dumazedier in *Revue française de sociologie*, 1981, 22-2, p. 273-277.

<sup>17</sup> Paru chez Grasset en 1988.

des finances et le cabinet de Jacques Delors au ministère de l'Économie et des Finances avant d'être Commissaire au Plan de 1992 à 1995 avait d'abord travaillé assez étroitement avec lui, au club Échange et projets, de 1974 à 1980. Il participa également à son aventure européenne *via* Clisthène présidé par Jérôme Vignon, club que Delors avait fondé pour retrouver les anciens de son cabinet et quelques intellectuels<sup>18</sup>.

## Un rapport au savoir marqué par la curiosité intellectuelle et l'ouverture

Le fait de ne pas avoir pu suivre d'études supérieures n'a pas empêché Jacques Delors de faire preuve tout au long de son existence de curiosité intellectuelle et d'un grand intérêt pour les travaux en sciences sociales (économie, sociologie, science politique, histoire...), que cela soit pour sa formation intellectuelle personnelle ou en lien avec les fonctions qu'il exerçait<sup>19</sup>. On peut même penser le contraire. C'est sans doute parce qu'il était en partie autodidacte qu'il cultiva le savoir. On retrouve là une des marques de son attachement à la formation tout au long de la vie et de son souci – fruit de l'influence d'Emmanuel Mounier – de bien comprendre le réel pour pouvoir mieux agir et avoir prise sur lui.

Son rapport aux études a joué un grand rôle dans sa trajectoire. En 2016, il disait : *« J'ai toujours regretté de ne pas avoir eu mes quatre ans d'université pour potasser dans les bibliothèques »* (Amar, 2016, 65). Il poursuivait : *« C'est pour cela que j'ai toujours lu beaucoup, des revues, des livres, etc. »* Autodidacte, il est ainsi fier de n'avoir jamais *« bénéficié d'un piston »* (Amar, 59), ce qui est certainement à rapprocher de la création de réseaux aux travers des multiples clubs qu'il a initiés pour pouvoir exercer une influence. Cela sera aussi à l'origine de sa volonté de s'entourer de hauts fonctionnaires provenant de cette élite administrative dont il ne provenait pas, comme Pascal Lamy<sup>20</sup> et Jean-Pierre Jouyet, énarques et inspecteurs des finances, ou Jérôme Vignon, polytechnicien.

---

<sup>18</sup> Jean-Baptiste de Foucauld, « Quelques réflexions à la suite du décès de Jacques Delors... », art. cité.

<sup>19</sup> Delors raconte dans ses *Mémoires* (2004, 262) que même à la Commission il s'est toujours ménagé des espaces de réflexion et de lecture personnelles : *« Les soirs non dévolus à la préparation des travaux de la Commission, je me plongeais dans des ouvrages qui m'aidaient à rester dans le coup et à mieux comprendre le présent à travers le passé lorsque c'était nécessaire. D'ailleurs, comment imaginer l'avenir sans connaître le passé ? Je consultais des livres d'histoire, de sociologie politique, de relations sociales, car je voulais poursuivre mon approfondissement dans ces domaines. »* Cette ouverture aux sciences sociales tout au long de sa vie est attestée par ceux qui l'ont accompagné dans ses activités (Vignon, 2024).

<sup>20</sup> Pascal Lamy avait été son élève à l'ENA (avec sa fille Martine Aubry et Alain Minc) quand il y a été quelques années professeur. Voir la contribution de Céline Husson-Rochcongar dans cet ouvrage.



Cette orientation s'inscrivait dans un contexte marqué par une nouvelle génération de hauts fonctionnaires arrivés à des postes de responsabilité à partir des années 1950 qui cherchaient à promouvoir les valeurs de compétence technique appuyée sur la science économique comme outil de pilotage de l'action gouvernementale. Pierre Mendès France dont il se sentait particulièrement proche avait contribué à la promotion de ce nouveau discours de l'expertise et Jacques Delors fréquenta nombre de ces acteurs. Les sujets qu'il a eu à traiter au Plan puis au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas l'ont ainsi amené à s'intéresser aux travaux de Michel Crozier<sup>21</sup>.

Dans le cadre des clubs qu'il animait, tout comme de ses activités professionnelles et plus tard à Notre Europe, il cherchait à mobiliser les études techniques et travaux académiques. On peut relever la trace de ces influences dans ses ouvrages successifs *Changer* (1974), *La France par l'Europe* (1988), *L'unité d'un homme* (1994) mais aussi dans la liste des personnes invitées dans les manifestations organisées par la Commission qu'il initia et qui regroupaient de nombreux intellectuels et chercheurs issus de pays différents<sup>22</sup>. C'est en effet lors de ses mandats à la tête de la Commission qu'il eut particulièrement l'occasion de s'ouvrir au monde académique et de chercher à mobiliser les idées et savoirs existant pour décrypter et débattre des grandes questions qui font et feront l'Europe. Deux initiatives en témoignent : la création de la Cellule de prospective et celle des Carrefours de la science et de la culture<sup>23</sup>.

C'est Delors qui transforma en janvier 1989 le groupe des conseillers préexistant en Cellule de prospective directement rattachée au président. Dans un moment historique où l'on pressentait de profonds changements, la fonction prospective au sein de la Commission devait permettre de mieux suivre et d'anticiper le mouvement de l'intégration européenne en portant l'attention sur les perspectives de long terme et sur les tendances structurelles<sup>24</sup>. Le mandat de la Cellule consistait à aller à la rencontre des incertitudes qui concernent la tâche de la Commission<sup>25</sup>. Dans ses *Mémoires*, se remémorant

---

<sup>21</sup> Simon Nora et Jacques Delors recevaient des notes de Michel Crozier au cabinet (Chaubet, 2012). Dans ses *Mémoires*, Delors (2004, 82) se réfère au diagnostic de Crozier sur la société bloquée.

<sup>22</sup> Cf. la liste des participants aux différents Carrefours chez Delors (1994 et 1997).

<sup>23</sup> Indépendamment de la commande d'une étude interne à trois anthropologues et de l'accord donné à une observation au sein même de son cabinet à un politiste canadien, comme analysés par Michel Mangenot dans son chapitre.

<sup>24</sup> *Carrefours européens des sciences et de la culture*, lettre d'information de la Cellule de prospective n° 1, novembre 1995. [http://publications.europa.eu/resource/cellar/417f3b2a-f85d-4fc7-8150-bb830850ada1.0001.02/DOC\\_1](http://publications.europa.eu/resource/cellar/417f3b2a-f85d-4fc7-8150-bb830850ada1.0001.02/DOC_1) (consulté le 26 mars 2025).

<sup>25</sup> *Carrefours européens des sciences et de la culture*, lettre d'information de la Cellule de prospective n° 2, juillet 1996, p. 1. <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/bac94925-5870-4514-b21a-6df91845c603/language-fr>. La lettre d'information ne comptera visiblement que quatre numéros et s'arrêtera avec le n° 4 en décembre 1996.

« *les belles années du Plan* », Delors évoque au sujet de la prospective le souvenir de Pierre Massé et de sa philosophie de l'action fondée sur une connaissance parfaite des moyens et sur la préoccupation d'une cohérence nécessaire, citant la phrase de Gaston Berger comme quoi « *Regarder l'avenir, c'est déjà le changer.* » (Delors, 2004, 61). Dans cette perspective, l'objectif assigné à la Cellule était de pouvoir conduire des exercices de réflexion dégagés des contingences quotidiennes afin de penser l'avenir<sup>26</sup>.

La création en 1992 des Carrefours de la science et de la culture, dont le nom est pour le moins programmatique, s'inscrit dans la même logique et fut en partie pilotée par l'équipe de Jérôme Vignon à la Cellule de prospective. Dans son discours d'ouverture de la manifestation consacrée aux villes européennes, Delors précise dans quel esprit il a tenu à organiser ces Carrefours :

« *Une raison essentielle : je considérais que les intellectuels étaient trop loin de la construction européenne. Nous avons ici tous les groupes de pression possibles et imaginables, les pétroliers, les gaziers, les consommateurs, les fabricants de textile, plus tous les pays du monde qui veulent avoir une délégation à Bruxelles. Ils parcourent nos couloirs, font des courses de vitesse pour avoir les documents avant les autres, même avant moi. Ces groupes de pression sont utiles, bien sûr, mais il nous manquait un groupe de pression intellectuel.* »<sup>27</sup>

À ses yeux, et grâce à l'apport des intellectuels et autres représentants du monde académique, il ne s'agissait de rien de moins que d'explorer le rôle de la pensée dans l'Europe d'aujourd'hui : « *Il faut que s'instaure entre les institutions européennes et les intellectuels une interpellation opiniâtre, constante dans la durée et dans l'objet.* » (Delors, 1994, 17). Cette préoccupation s'inscrivait rappelons-le dans un contexte d'incertitudes et d'interrogations marqué par les suites de l'effondrement du bloc soviétique, les perspectives d'élargissement à l'Est et les guerres en ex-Yougoslavie et dans le Golfe.

Huit Carrefours furent organisés dans des lieux emblématiques pendant la présidence de Jacques Delors, tous sur des sujets considérés comme essentiels

---

<sup>26</sup> Sur l'histoire de la prospective à la Commission, voir Dulong et Robert (2024), ainsi que Georgakakis et Gaïti (2024). Delphine Dulong et Cécile Robert (2024, 391) relèvent que la Cellule fut ainsi à l'origine de plusieurs grandes études exploratoires sur des sujets jugés stratégiques et à long terme, en matière de politique étrangère, d'élargissement et de citoyenneté européenne. Les questions et les sujets traités devaient permettre à la Commission d'explorer intellectuellement de nouveaux domaines, afin de réfléchir aux moyens d'étendre ses compétences et, plus généralement, celles de l'Union européenne.

<sup>27</sup> Document *Carrefour sur les villes européennes*, introduction du président Delors (19 novembre 1993), AHUE, JD-1334.

pour l'avenir de la construction européenne<sup>28</sup>. Ils réunissaient, à l'initiative du président de la Commission, des groupes de personnalités venus d'horizons scientifiques et culturels variés, représentatifs de la diversité des sensibilités européennes.

*« La fonction des Carrefours, qui constituent un moment privilégié de dialogue entre les responsables politiques de la Commission et les porteurs d'idées pour l'Europe ou en Europe, est double : ils fournissent un éclairage original, deux à trois fois par an, sur un thème d'avenir pour le sens de la construction européenne. De façon permanente, les intellectuels, à leur initiative ou à la demande des services intérieurs, expriment leur point de vue sur tel ou tel problème d'intérêt européen. »*<sup>29</sup>

Aux yeux de Delors le dialogue et l'échange sont indispensables et devaient faire fonction de moteur dans les Carrefours. C'est particulièrement le cas quand il s'agissait de discuter de la vision d'une identité européenne et de ce qui doit nourrir une conscience commune. Pour Delors, une telle vision doit être un mouvement, une dynamique proposée aux nations d'Europe en réponse aux défis de leur époque : *« Nous avons voulu être rigoureux dans la procédure même du dialogue ; afin de laisser toute leur chance à la vérité des faits et à la créativité des opinions »* (Delors, 1994, 13)<sup>30</sup>.

Tout au long de sa carrière, cette curiosité intellectuelle et son ouverture d'esprit l'ont rendu sensible à des thématiques émergentes comme les phénomènes de décrochement industriel, ou politique, l'angoisse du déclassement social ou les illusions de la société de consommation. Dans son ouvrage d'entretien avec Jacques Delors (1994, 21), Dominique Wolton relève ainsi la grande modernité des thématiques qu'il a abordées dans les *Cahiers de Citoyens 60*. Dans la même veine, il s'intéressa dès le début aux

---

<sup>28</sup> « Droit et démocratie » (Poznan, juin 1992), « Europe du Sud » (Salamanque, juillet 1992), « Le modèle européen de société » (Lausanne, septembre 1992), « Science, conscience et société » (Oxford, février 1993), « L'éducation en Europe » (Bologne, mai 1993), « La ville dans la société européenne » (Bruxelles, novembre 1993), « Le devenir du monde rural » (Vézelay, mai 1994), « Identité, démocratie et travail » (Leyde, octobre 1994). D'autres Carrefours furent organisés sous la présidence Santer, comme en avril 1996 à l'Université de Coimbra. Le onzième Carrefour a été consacré à la question de l'identité européenne.

<sup>29</sup> *Carrefours européens des sciences et de la culture*, lettre d'information de la Cellule de prospective n° 1, novembre 1995, art. cité.

<sup>30</sup> Les vertus que Delors attribue au dialogue et au débat d'idées les rattachent indubitablement à la tendance délibérative de la prospective identifiée par Dulong et Robert (2024) par rapport à une tendance plus dirigiste.

travaux du Club de Rome<sup>31</sup>, et proposa en 1993, sans succès, d'instituer une taxe carbone<sup>32</sup>. Un autre exemple de la prescience dont il pouvait faire preuve se trouve dans l'utilisation dans son discours de Bruges de 1989 de la notion d'exercice en commun de la souveraineté, et ce, un peu moins de trente ans avant le discours de la Sorbonne du président Emmanuel Macron, qui devait d'ailleurs être au départ un autre discours de Bruges...

La raison pour cela est à trouver dans le rôle que Delors attribuait aux idées dans l'action. « *Bien sûr, il faut aux hommes politiques du charisme [dit-il] mais sans idées, on ne fait rien !* »<sup>33</sup> D'où l'impérieuse nécessité d'agir qu'il ressentait en mobilisant différents types d'acteurs, en cherchant à éveiller les consciences et en agissant à une échelle humaine au travers de clubs et de réseaux. Pour Jérôme Vignon (2024, 10-11) « *Mettre la société en mouvement* », cette expression typiquement deloriste, signifiait pour Delors créer les conditions d'un sentiment d'appartenance, mais aussi « *vouloir la possibilité pour une majorité de citoyens de trouver leur place personnelle dans un dessein plus global* »<sup>34</sup>.

À la fin de son ouvrage avec Dominique Wolton, dont la sortie correspond à son départ de la Commission, Delors porte un regard lucide sur son mode de fonctionnement : « *Quand je consacre trop de temps à l'action, je crains de ne plus avoir la base de réflexion nécessaire. À l'inverse, quand je considère l'effort de réflexion qu'il reste à accomplir à gauche comme à droite, et que j'ai assez réfléchi, j'ai envie de tester mes idées à la dure épreuve des faits, et donc d'agir. Je suis toujours dans cette dialectique entre la réflexion et l'action* » (Delors, 1998, 386).

C'est bien cette dialectique d'une pensée en action qui faisait son originalité.

<sup>31</sup> Alors qu'il était l'un des deux membres français du Club de Rome, Delors produisit en 1972 un texte très controversé par la gauche, appelé « Halte à la croissance », qui était précurseur des notions de développement durable et d'empreinte écologique. Voir la notice « Jacques Delors » dans *Le Maitron*, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et mouvement social <https://maitron.fr/spip.php?article22116> (consulté le 26 mars 2025).

<sup>32</sup> Le chapitre 10 du Livre blanc, *Croissance, la compétitivité et l'emploi*, qui peut être considéré comme son testament (Delors, 2004, 416 et suivantes), évoque la surexploitation des ressources environnementales et naturelles et la nécessité de corriger les prix du marché pour qu'ils englobent le coût des dommages écologiques résultant de l'utilisation de produits particuliers, comme les sources d'énergie selon leur teneur en CO<sub>2</sub> (Commission européenne, 1994, 1993). Cette idée d'une taxe carbone restera lettre morte... Sur l'attention portée par Delors au développement durable, voir le témoignage de Geneviève Pons dans cet ouvrage.

<sup>33</sup> Compte rendu de la Rencontre de Leyde, « Jacques Delors fait son testament européen », *Le Nouvel Économiste*, n° 969-28/10/1994, document figurant dans le dossier de presse, JD-1966.

<sup>34</sup> Jérôme Vignon remarque qu'on peut voir dans cette volonté la marque du personnalisme communautaire mais aussi la signature de cette « deuxième gauche », minoritaire certes mais créative, attachée par principe à la décentralisation et à l'initiative des corps intermédiaires.